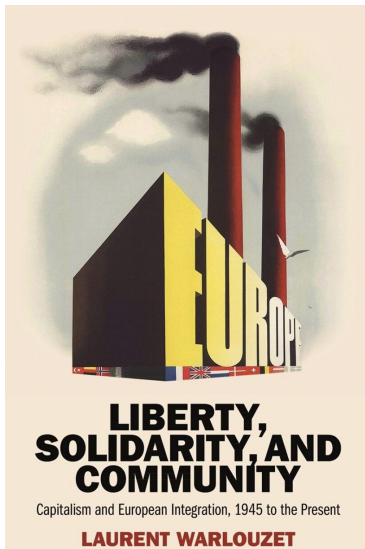


# Trump est-il en train de transformer le capitalisme européen ?



Le modèle européen n'existe pas.

Entre la solidarité, le libéralisme et la communauté, plusieurs « variétés » de capitalismes ont façonné le continent.

Laurent Warlouzet dresse une typologie — et propose une perspective : face au choc chinois et à la disruption Trump, l'Europe libérale n'est pas inéluctable.

---

AUTEUR Shahin Vallée

---

DATE 1 avril 2026

Laurent Warlouzet, *Liberty, solidarity and community. Capitalism and European integration, 1945 to the present*, Cambridge University Press, 2026, ISBN 9781009682633

**Votre livre cherche à montrer qu'il existe un capitalisme européen qui serait la combinaison de plusieurs modèles. Comment en êtes-vous arrivé à formuler une telle thèse ?**

C'est une question essentielle : elle est à la source de mon livre et de la typologie qu'il propose.

J'ai été influencé par l'école dite des « variétés du capitalisme » . À Florence, j'ai suivi les séminaires de Sven Steinmo, qui insistait sur l'opposition entre le modèle allemand, alors à la fois ordolibéral et corporatiste, le modèle anglo-saxon plus libéral et le modèle scandinave

social-démocrate. La France avait d'ailleurs du mal à trouver une place dans cette typologie.

En étudiant la diversité des capitalismes européens et la construction européenne, je me suis aperçu de l'existence d'une forme de maelström associant de multiples dynamiques, y compris au sein des modèles nationaux. Le modèle allemand, par exemple, a connu quelques mutations. À partir du chancelier Schröder (1998-2005) le marché du travail a été profondément libéralisé.

Il m'est donc apparu que pour caractériser le capitalisme européen, il fallait atteindre un niveau plus général de définition. Je suis revenu aux fondamentaux des valeurs guidant le capitalisme, qui sont soit la liberté (*liberty capitalism*), soit la solidarité (*solidarity capitalism*). S'y ajoute un troisième aspect qui est évident aujourd'hui avec Trump, mais qui l'était pas quand j'ai commencé mes recherches il y a vingt ans : le *community capitalism*.

### De quoi s'agit-il ?

Cette forme de gouvernance du capitalisme est orientée vers la promotion de la communauté, du groupe. L'objectif n'est pas alors d'être pour ou contre le marché, mais de maximiser les ressources de la communauté nationale. Il s'agit donc d'une vision du monde comme d'un jeu à somme nulle, sans bénéfice mutuel, contrairement aux visions libérales ou social-démocrates. Elle implique une forme de protectionnisme, une politique de défense active et une politique migratoire restrictive.

Cette trinité est particulièrement utile pour comprendre le capitalisme européen dans le cadre du modèle *sui generis* de l'Union européenne : celui-ci représente un équilibre entre ces trois tendances, chacune plus ou moins affirmée suivant les époques.

Ma typologie permet du reste de caractériser n'importe quel type de capitalisme, européen ou non. On peut par exemple penser à certains pays d'Amérique du Sud, qui sont parfois passés par des périodes très protectionnistes, avec des politiques de substitution des importations, et parfois par des politiques très libérales.

Pour caractériser le capitalisme européen, il faut atteindre un niveau plus général de définition.

**Vous dites que le *community capitalism* cherche à protéger la communauté. Pourtant, le projet européen, tel qu’il s’est incarné depuis ses débuts, se caractérise par l’ouverture des marchés la plus avancée possible — à la fois en interne par le marché unique et en externe par des accords de libre-échange très denses — et une croyance dans la « théorie du doux commerce », celui-ci devant favoriser la bonne entente politique. N’y a-t-il donc pas une contradiction entre ce qu’on observe dans les faits — une Europe très ouverte et très peu protectrice — et l’idée du *community capitalism* ?**

Tous les systèmes capitalistes sont régis par l’interaction entre les trois principes dont je parlais plus haut, principes qui se manifestent dans chaque pays, dans chaque entité, à des degrés variables. Au sein de l’Union, c’est le capitalisme libéral régulé qui a prévalu.

Aujourd’hui, il reste à savoir si ce modèle peut s’adapter à un monde plus dur, plus nationaliste, en étant le creuset d’un *community capitalism* à l’européenne. Pour l’instant, il n’a pas su l’être – mais la thèse de mon livre est que cette autre option est possible.

### **Pourquoi ?**

Dans les années 1970, l’Europe a négocié des accords protectionnistes dans le textile, dans l’acier et dans le secteur automobile.

Elle a plus tard accepté les aides nationales massives à Airbus. Certes, ce constructeur d’avion a été formé en dehors du cadre de la Communauté européenne. Mais Bruxelles a pris en charge sa défense lorsqu’Airbus a été attaqué par les États-Unis au titre des aides d’État qu’il recevait.

Nous avons aussi connu un tournant en 2016 – l’année du Brexit, de la première élection de Donald Trump, l’année aussi où les Allemands ont commencé à s’inquiéter de l’expansionnisme chinois quand les Chinois ont racheté le constructeur de robots Kuka. Depuis une décennie, l’Europe s’est dotée de tout un arsenal protectionniste, compatible avec les règles multilatérales, en matière de droit antidumping, de taxation carbone (CBAM) et de règles numériques.

L’Europe pourrait donc incarner un *community capitalism light*, une forme de protectionnisme ciblé, mais toujours multilatéral. En mars 2026, dans le même esprit, la Commission européenne a présenté l’Industriel Accelerator Act, ou programme « Made in Europe », porté par le commissaire Stéphane Séjourné.

Il importe maintenant de savoir si l'Europe a la volonté d'appliquer tous ces instruments. Le risque est qu'elle se voit imposer des mesures de rétorsions commerciales, notamment de la part des États-Unis et de la Chine.

Si les gouvernements d'extrême droite se multipliaient en Europe, on pourrait assister à un détricotage du marché unique, qui ne serait guère plus qu'une zone de libre-échange.

LAURENT WARLOUZET

**Au programme « Made in Europe », certains opposent pourtant un « Made with Europe »<sup>②</sup> — et la Commission européenne examine la possibilité pour certains partenaires industriels de bénéficier de subventions de l'Union. Il ne s'agirait donc pas tant de produire en Europe qu'avec les pays signataires d'un accord de libre-échange avec l'Union. La communauté élargie au marché ouvert ne saperait-elle pas l'idée de communauté européenne ?**

C'est un dilemme, en effet : le *community capitalism* suppose que l'on forme une communauté avec une identité forte et une volonté collective. Pour cela, il importe de fixer des frontières et donc de définir qui est européen et qui ne l'est pas.

Dans le programme « Made in Europe », cela revient à définir qui sont les partenaires avec qui l'on peut s'entendre – les *like-minded partners* en anglais – c'est-à-dire, au fond, qui sera admissible au Made in Europe. Admet-on les Britanniques, voire les Canadiens, ou même les Australiens ? En 2025, par exemple, la France avait insisté pour ne pas intégrer les Britanniques au programme de réarmement SAFE sans contrepartie sérieuse. De même, la guerre en Ukraine a un peu clarifié la question des frontières : on sait désormais quelle pourrait être l'extension géographique maximale possible de l'Union. Le cas turc est mis de côté pour un temps indéterminé.

L'une des solutions vers laquelle on semble se diriger est donc celle d'une Europe à géométrie variable. Elle existe en réalité déjà à travers la Communauté politique européenne formée en 2022, qui était une bonne initiative pour inclure les Britanniques ou les Norvégiens.

On ne saurait cependant les inclure dans tout sans diluer la communauté.

## Serait-on donc à un mouvement de rééquilibrage entre les trois piliers du capitalisme européen : le pilier social, le pilier marché et le pilier de la communauté ?

En effet. On accorde désormais plus d'importance au pilier de la communauté et moins au pilier du marché ou au pilier socio-environnemental. Ce dernier est affaibli par le *backlash* que nous connaissons aujourd'hui.

Quand la première édition de ce livre – *Europe contre Europe*<sup>3</sup> – est parue en français en janvier 2022, nous étions alors à l'époque du Green Deal, et peu de temps après le plan Next Generation EU, adopté en décembre 2020. Le pilier socio-environnemental se renforçait. Aujourd'hui, l'attention se déporte vers le pilier protectionniste, en raison de la guerre en Ukraine et de l'arrivée au pouvoir de dirigeants nationalistes en Europe ou dans le reste du monde.

## Faudrait-il porter de nouveau l'accent sur une Europe sociale ?

Je ne dirais pas qu'un pôle est moralement supérieur aux deux autres : cela dépend des opinions politiques de chacun. Le seul aspect normatif de mon livre, à cet égard, est celui-ci : il est nécessaire à l'Union de trouver le bon équilibre entre ces trois dynamiques, qui sont toutes les trois nécessaires.

Pendant longtemps, l'Europe a trop négligé le *community capitalism*. L'industrie européenne des panneaux solaires n'a pas du tout été défendue – elle a fini par être laminée. L'approche socio-environnementale, de même, a été négligée pendant la crise de la zone euro, notamment dans le cas grec.

L'Union est un palimpseste. Elle a toujours été réécrite, et elle a les ressources pour se déployer dans ces trois directions. De multiples projets ont été déployés par le passé : planification, taxe carbone, zone de libre-échange. Ces projets pourraient connaître aujourd'hui une deuxième vie.

J'insiste beaucoup sur cette idée de choix, à rebours de deux idées, l'une eurosceptique et l'autre europhile.

## C'est-à-dire ?

La première explique la construction européenne par un complot américain ou fédéraliste. C'est un mythe : l'Europe a été choisie par les gouvernements et donc par des peuples successifs. Le *backlash* que nous connaissons est d'ailleurs le fait des électeurs européens, en l'occurrence de l'arrivée au

pouvoir de dirigeants de la droite radicale. Les élections européennes de 2024 n'ont pas donné les mêmes majorités qu'en 2019.

L'autre explication que je conteste est celle avancée par les pro-européens qui considèrent que l'Europe serait un processus rationnel, technique, dépolitisé et inéluctable. Je pense au contraire que les choix que ceux-ci présentent comme des objectifs sont liés à des idéologies politiques. Au lieu de les appeler libérales, social-démocrates, écologiques, communistes, protectionnistes, je préfère les désigner par les trois termes dont je parlais plus haut : *liberty capitalism*, *solidarity capitalism* et *community capitalism*. Ces termes ne sont pas chargés négativement ou positivement et ne sont pas associés à un pays en particulier.

L'Europe peut incarner un *community capitalism light*, une forme de protectionnisme européen ciblé, mais toujours multilatéral.

LAURENT WARLOUZET

**Vous avez évoqué rapidement le cas grec et la question de l'intégration monétaire dans le capitalisme européen. Quelle est votre lecture de la contribution qu'a pu faire au capitalisme européen la création et la mise en œuvre de la monnaie unique ? A-t-elle permis de renforcer le *community capitalism* ou a-t-elle fragilisé le volet solidaire du capitalisme européen ?**

On peut lire l'Union monétaire à l'aune des trois concepts que j'évoquais.

L'Union monétaire, telle qu'elle a été créée, avait une forte identité ordolibérale, mais elle avait aussi une dimension solidaire. Cette dernière est encore présente aujourd'hui : les taux d'intérêt sont ainsi moins élevés dans les pays les plus fragiles, ce qui profite à la France et aussi à l'Italie. On peut supposer que la France, avec la dette qui est la sienne – 3 500 milliards d'euros – connaîtrait peut-être des taux d'intérêt supérieurs si le pays avait gardé sa monnaie. Plus généralement, cette dimension de solidarité est évidente pour les pays créditeurs d'Europe du Nord, moins dans les pays qui ont une monnaie plus faible comme la France.

En parallèle, un basculement ultralibéral est survenu pendant la crise de l'euro avec l'imposition de politiques très dures envers la Grèce et envers d'autres pays d'Europe du Sud. Certains pays de l'Est ont connu des politiques de cet ordre avant la crise de l'euro. Après celle-ci, la solidarité qui a été témoignée envers la Grèce et les autres pays en difficulté est venue trop tard. Elle a donc été très coûteuse sur les plans social et politique –

renforçant les forces politiques radicales – comme d’un point de vue financier. Dans mon livre, je cite certains économistes très libéraux qui se sont demandés pourquoi les Européens n’ont pas aidé les Grecs plus tôt : cela leur aurait coûté moins cher.

Le troisième élément de l’Union monétaire, le plus négligé, est celui du *community capitalism*. Si les Français tenaient à réaliser l’Union économique et monétaire, c’était aussi afin d’affirmer l’euro par rapport au dollar. Or cela n’a jamais eu lieu : cette possibilité était là et nous ne l’avons pas saisie. La question revient à l’ordre du jour avec les débats contemporains autour de l’euro numérique.

### **Dans quelle mesure le *community capitalism* transforme-t-il les relations entre l’État et les marchés ?**

Le *community capitalism* repose sur l’effacement de certaines frontières étanches entre acteurs privés et publics.

On en voit une variante particulière aux États-Unis, dans la manière dont le Président Trump a obligé les cabinets d’avocats à travailler pour lui à titre gracieux ; on voit de même comment les GAFAM, jusqu’au conflit récent entre la Maison-Blanche et Anthropic, se sont alignés sur les priorités du gouvernement.

Cet alignement est naturel car, à l’origine du *community capitalism*, on trouve la colonisation. Toutes les grandes entreprises de colonisation – de l’East India Company à la Compagnie néerlandaise des Indes orientales – étaient des compagnies commerciales privées, qui avaient aussi la possibilité de mener des conflits et de conquérir des territoires.

La frontière entre public et privé s’est renforcée à partir des années 1980, notamment avec des vagues de privatisation et de libéralisation de marchés autrefois protégés. Aujourd’hui, le problème est de coordonner de nouveau les acteurs publics et privés. Il existe désormais un débat international sur les politiques industrielles qui pourraient être optimales, débat suscité notamment par Dani Rodrik<sup>④</sup>, et rendu urgent par l’augmentation générale des aides nationales à l’industrie, qu’il faut coordonner. À défaut, les finances publiques risquent de soutenir artificiellement des acteurs inefficaces mais bien connectés politiquement, et aboutir à ce que les économistes appellent parfois du *corporate welfare*.

Un basculement ultralibéral est survenu pendant la crise de l'euro avec l'imposition de politiques très dures envers la Grèce et envers d'autres pays d'Europe du Sud.

LAURENT WARLOUZET

**Pensez-vous que l'on se dirige vers un *community capitalism* « fort » au prix du capitalisme de marché avec de nouvelles barrières tarifaires et une politique industrielle plus affirmée ? Et si c'est le cas, y a-t-il une alternative ?**

À la fin de mon livre, je m'essaie à la prospective – non pas pour prédire l'avenir, mais pour esquisser des scénarios.

Un premier scénario serait l'affirmation d'une Europe du *community capitalism* – d'une « Europe forteresse », comme on disait dans les années 1980.

À cette époque, les États-Unis – notamment James Baker, secrétaire d'État sous George H. W. Bush entre 1989 et 1993 –, craignaient l'émergence d'une telle Europe forteresse. Celle-ci n'a jamais vu le jour, mais elle le pourrait à l'avenir, surtout si le programme « made in Europe » se concrétise.

Cette possibilité a été pendant longtemps bien peu envisageable. Mais comme la crise actuelle touche au cœur de ce qui faisait autrefois la valeur ajoutée de l'industrie européenne – l'industrie automobile, l'acier, et d'autres secteurs stratégiques ou haut de gamme –, il est maintenant envisageable que l'Europe emprunte une nouvelle trajectoire, y compris dans les domaines militaire et diplomatique.

L'autre scénario – peut-être plus probable – serait celui d'une Europe se bornant à être une zone de libre-échange. Si les gouvernements d'extrême droite se multipliaient sur le continent, et dans la mesure où ils sont en général contre le *community capitalism* et le *solidarity capitalism* – c'est-à-dire l'Europe socio-environnementale – la seule option restante serait une Europe plus libérale que celle que nous connaissons aujourd'hui. Les États-Unis nous offrent un exemple de ce à quoi elle pourrait alors ressembler : Trump diminue les impôts des plus riches et attaque les normes environnementales et sociales.

En Europe, on entend aujourd'hui des dirigeants remettre en cause le principe des contributions budgétaires nationales au budget européen, celui du droit européen fédéral ou des normes européennes. On pourrait assister à l'avenir à un détricotage même du marché unique, qui ne serait plus qu'une zone où les douanes sont supprimées mais où des normes nationales demeurent. Le risque serait celui d'un darwinisme social, avec une course

aux standards les moins protecteurs. Celle-ci est déjà en cours mais pourrait se renforcer.

Il y a une troisième option, décrite par Pierre Charbonnier : l'écologie de guerre totale : il s'agirait d'associer les piliers socio-environnemental et communautaire du capitalisme pour faire respecter le Green Deal, tout en nous rendant moins dépendants des énergies fossiles, de la Russie et d'autres pays qui soit ne se montrent pas coopératifs, soit nous sont hostiles.

**L'Europe est aussi aux prises avec un choc chinois : dans un monde où le marché américain se ferme aux exportations de la Chine, celles-ci se font en Europe. Dans la mesure où ce choc détermine en partie la trajectoire du continent, nos marges pour renforcer un modèle de *community capitalism* s'en trouvent-elles réduites ?**

Il n'y a pas d'évolution linéaire. Un scénario intermédiaire probable serait de poursuivre l'approfondissement du marché unique tant d'un point de vue libéral – avec par exemple le marché européen des capitaux ou de l'énergie –, qu'en termes de *community capitalism* avec des politiques industrielles plus coordonnées pour éviter une course aux subventions à la logique strictement nationale. Ce scénario serait celui des rapports Draghi et Letta de 2024.

Cette approche serait une réponse possible au choc chinois – mais aussi au « choc Trump ». Certains pensent que ce dernier ne fait que reproduire la politique des présidents antérieurs, en étant plus direct. En réalité, une différence de nature le sépare de ses prédécesseurs. Si, en 1958, Eisenhower se plaignait lui aussi des pays européens en estimant qu'ils ne dépensaient pas assez pour leur défense, il ne remettait pas directement en cause l'OTAN. Au contraire, Trump juge le multilatéralisme et l'Alliance atlantique caducs. En s'en prenant au Canada et au Groenland, il menace le territoire de ses alliés.

Face à ce bouleversement, l'Europe est à la croisée des chemins.

Mon livre montre qu'elle a pu articuler le déploiement de projets et de politiques de *solidarity capitalism* et de *community capitalism* par le passé.

Si les Européens en ont la volonté, ils peuvent donc orienter leur modèle de capitalisme dans cette direction. L'Europe libérale n'est pas inéluctable.

**SOURCES**

- ① Peter Hall et David Soskice (dir.), *Varieties of Capitalism*, Oxford, Oxford University Press, 2001. ↑
- ② Ignacio García Bercero, Antoine Mathieu Collin, Ben McWilliams, Nicolas Poitiers, Simone Tagliapietra, « 'Made with Europe' not 'Made in Europe' should guide EU industrial policy », Bruegel, 10 février 2026. ↑
- ③ Laurent Warlouzet, *Europe contre Europe. Entre liberté, solidarité et puissance*, Paris, CNRS Éditions, 2022. ↑
- ④ Réka Juhasz, Nathan Lane et Dani Rodrik, « The New Economics of Industrial Policy », *Annual Review of Economics*, 2024. ↑